



Cet été aura été lourd en matière d'Energie. Très lourd en conséquences... **Gaz de France** aura donc été finalement privatisé le 22 juillet contre la volonté de tous, à l'exception de ceux qui y trouvaient un intérêt personnel privé. Le prix de l'électricité a encore été augmenté le 15 août de 2% et celui du gaz de 0,237 euro par kilowattheure en moyenne, soit une hausse de 5 %. Le prix du baril de pétrole qui avait atteint 150 \$ / bl en juin dernier est retombé hier à 100 \$ ! Les mêmes analystes et experts qui justifiaient hier la montée irréprouvable de son prix par de savantes constructions de circonstance sur la croissance chinoise, les troubles au Nigéria ou le caractère non renouvelable de cette matière première énergétique, demeurent maintenant silencieux, tandis que les hurricanes se succèdent aux Etats-Unis ou que la guerre en Géorgie éclate, sans troubler cette baisse continue du prix. Malheureusement, certains tenants de l'écologie politique emportés par cet élan, ont sauté, pour le coup, si fort qu'ils en sont tombés de l'autre côté du cheval. A l'opposé, il fallait, cet été, suivre de près le débat et les enquêtes parlementaires diligentées aux Etats-Unis sur cette question. Les parlementaires américains cherchent en effet, et c'est tout à l'honneur de la démocratie américaine, à cerner la responsabilité de la **spéculation** financière dans l'évolution des prix de l'énergie. Ils s'inquiètent du fonctionnement et du niveau de maîtrise de ce phénomène par les diverses commissions de régulation qu'ils ont mises en place. Dans un rapport publié le 13 septembre, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), seule agence officielle américaine à disposer de l'autorité légale pour collecter les données, reconnaît qu'elle n'est pas capable réellement d'évaluer l'impact de la spéculation sur le marché et l'un des quatre commissaires, le démocrate Bart Chilton, va jusqu'à s'en désolidariser en raison de « soucis significatifs sur la validité des analyses sous-jacentes » de la CFTC.

En Angleterre, la question énergétique s'est également invitée au congrès des TUC du 8 au 11 septembre à Brighton. Gageons qu'elle figurera au programme de la Conférence du Labour, la semaine prochaine. Et, à Reims ?

### Contribution du GSEN-EDFGDF au congrès de Reims 2008

Le GSEN-EDFGDF au terme de deux mois de discussions et d'élaboration a adopté une contribution qu'il soumet au débat des militants du parti Socialiste dans le cadre de la préparation du congrès de Reims. On peut trouver ce texte, sur le site du GSEN à l'adresse :

<http://gsenedfgdf.free.fr/congres/c2projet.htm>

Le GSEN-EDFGDF a participé à l'Université d'été de La Rochelle. Il y est intervenu dans deux ateliers (services publics européens et entreprises), où les propos tenus ont été chaleureusement applaudis.

Fig N° 1 : évolution des prix du pétrole et du gaz naturel  
(source Nymex-WSJ 09-09-2008)



Il s'est livré, au cours de l'été, à une analyse du contenu Energie des contributions générales et les a commentées. On peut accéder aux éléments de cette discussion à :

<http://gsenedfgdf.free.fr/congres/c2congres.htm>

### Guerre en Géorgie

L'invasion russe de la Géorgie et surtout l'explosion le 5 août, quelques jours auparavant, d'un des compresseurs installés dans le village de Refahiye dans l'est de la Turquie, qui a conduit à la fermeture du pipeline *Baku\_Tbilisi-Ceyhan* (BTC), a privé le monde d'environ 850 000 barils de pétrole brut, soit environ 0.87% de la demande mondiale.

Ce pipeline, d'environ 1500 kilomètres de long, est utilisé pour transporter le brut azeri – principalement du champ *Azeri-Chirag-Guneshli* – à travers la Géorgie, pour sa distribution sur les marchés américains et européens. L'explosion du BTC, combinée à l'éclatement du conflit armé le 8 août entre la Russie et la Géorgie a ajouté le sud de la Caspienne à la longue liste des sources d'approvisionnement en pétrole susceptibles de connaître des problèmes. Le pipeline BTC est l'exutoire principal du pétrole azeri, mais il peut parvenir également aux ports géorgiens de la mer noire par le réseau ferré *Baku-Batumi* (200 000 bl/jour) et le pipeline *Baku-Supsa* (150 000 bl/j) qui a été fermé dès le début des hostilités.

Ce conflit militaire entre la Géorgie et la Russie sur la région autonome d'Ossétie du Sud, qui était de facto indépendante depuis le début des années 90, est de nature à modifier l'équilibre des forces entre les principaux acteurs qui dessinent le futur du secteur de l'énergie dans la Caspienne et en Asie Centrale (gaz du Kazakhstan, Turkménistan et d'Uzbekistan). Les derniers dix-huit mois avaient déjà fait apparaître une intense rivalité entre trois projets gaziers : gazoducs vers la Russie, le long du littoral de la Caspienne, vers la Chine (Trans-Asia pipeline) et trans-Caspian pipeline, sponsorisé par

les Etats-Unis et l'Europe. L'Iran a longtemps elle-aussi été considérée comme un pays de transit possible pour les ressources énergétiques de la Caspienne et de l'Asie Centrale.

Cette rivalité entre la Russie, la Chine, l'Europe et les Etats-Unis est de nature à déstabiliser cette région encore plus. Chaque pays de la région, chaque territoire marqué par des conflits interethniques plus ou moins gelés, constitue un risque potentiel sérieux de déstabilisation d'un "quatrième corridor" d'acheminement du gaz naturel vers l'Europe, que ce soit au travers de la Géorgie (avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), de l'Azerbaïdjan (avec le Nagorno-Karabakh, indépendant de facto et peuplé en majorité d'Arméniens) ou de la Turquie (avec le séparatisme kurde). Dans cette situation, ils sont donc susceptibles de s'allier à divers intérêts extérieurs ou d'essayer de jouer les uns contre les autres, pour tenter d'en tirer un gain économique ou politique propre.

La question centrale est alors de savoir comment les principaux acteurs extérieurs peuvent partager la responsabilité d'assurer la stabilité de la région. On ne peut, à ce stade, que constater, sur ces questions gazières, combien le principe du monopole d'importation du gaz, confié à Gaz de France, entreprise publique, avait permis de traverser des périodes autrement troublées et d'instaurer des coopérations stables avec des pays comme la Russie et l'Algérie. Le désordre introduit par la construction forcenée de marchés énergétiques à tout prix, tant par les directives de libéralisation de la Commission Européenne que par la mise en œuvre de la **Charte de l'Energie** avec les pays de l'ex-Union Soviétique est en tout cas patent. Sur cette orientation, endossée à l'extrême par N. Sarkozy, l'avenir est lourd de menaces et d'échecs.

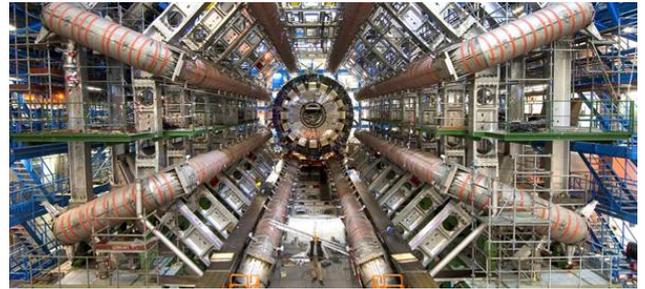
Fig N° 2 : les positions russes et géorgiennes après les événements du mois d'août 2008



Figure N°3 : Routes d'exportation du pétrole et du gaz du sud Caucase



## Europe de l'Energie ou Politique Européenne de l'Energie ?



L'Europe que nous aimons...

### Inauguration du LHC à Genève

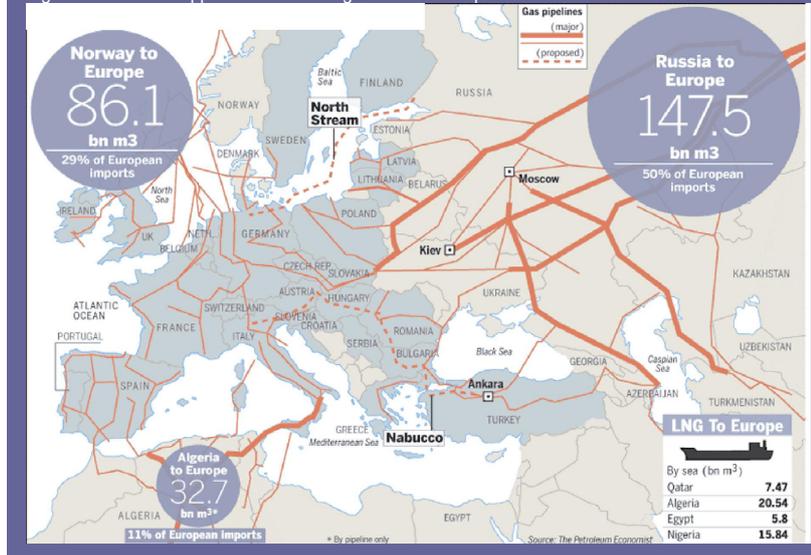
Le Grand Collisionneur de hadrons (LHC), un projet de 10 milliards de francs suisses (6,3 milliards d'euros), a été mis en route le dix septembre 2008. La construction du LHC - la plus grande et plus complexe machine jamais mise au point - avait été approuvée par le Cern en 1994. Le Grand collisionneur de hadrons (LHC) est un gigantesque instrument scientifique situé près de Genève, à cheval sur la frontière franco-suisse, à environ 100 mètres sous terre. C'est un accélérateur de particules, avec lequel les physiciens vont étudier les plus petites particules connues : les composants fondamentaux de la matière. Le LHC va révolutionner notre compréhension du monde, de l'infiniment petit, à l'intérieur des atomes, à l'infiniment grand de l'Univers. *Newsweek* paraît cette semaine, avec ce titre en couverture (et, ce sous-titre étonné) :



The Biggest Experiment Ever  
(And it's European)

C'est en étant ainsi capable de mobiliser ces chercheurs, sans les couper du reste du monde et sans les plier à des exigences immédiates de rentabilité que l'Europe, crée les conditions du progrès scientifique et technologique et celles des percées futures si nécessaires aujourd'hui, notamment dans le secteur énergétique, pour résoudre les problèmes qui se posent à l'humanité.

Fig N° 4 : Les approvisionnements gaziers de l'Europe en 2007



Et cette Europe qui nous est si étrangère...

## Privatisation de Gaz de France

Il est de Charleroi, fils d'un marchand de clous, et reste peu connu du grand public. Albert Frère, 82 ans, est pourtant le premier actionnaire privé du CAC 40. Il sera, dans l'ombre, l'une des vedettes de la semaine. Le mercredi 22 juillet, le milliardaire belge a pu se féliciter d'avoir orchestré la fusion de Suez et Gaz de France, provoquant la privatisation du gazier national. Ce jour-là, les assemblées générales des deux groupes ont validé, sans suspense, une union qui crée l'un des leaders européens de l'énergie. "GDF Suez est un groupe doté d'atouts puissants, positionné sur des marchés solides et en croissance. La fusion devrait normalement se révéler une opération créatrice de valeur pour les actionnaires", explique-t-il au JDD.

Albert Frère, principal détenteur de Suez avec 9,5% du capital à travers sa holding Groupe Bruxelles Lambert (GBL), était à la manœuvre. Suez détenait déjà les sept réacteurs nucléaires belges d'Electrabel et avait pris pied, avec la complicité des municipalités socialistes de Paris et de Lyon, qui lui avaient fort discrètement et opportunément vendu les actions qu'elles y détenaient depuis la guerre, dans la

Compagnie nationale du Rhône qui exploite des barrages.

Pour le baron Frère - anobli par le roi Albert II en 1994 -, l'opération est exceptionnelle. Certes, il est à la tête d'une fortune estimée en 2007 à 3 milliards d'euros, il est le premier actionnaire de Total, Lafarge, Pernod Ricard, Flo et Cheval-Blanc. Certes, son obsession, comme il le répète, est de faire fructifier sa "galette". Mais avec Suez, il y a de la passion. C'est la France, qu'il adore, et dont il a reçu en février le cordon et la plaque de grand-croix de la Légion d'honneur des mains de son ami Nicolas Sarkozy. Albert Frère, continuera à téléphoner rituellement, chaque samedi matin, à Gérard Mestrallet pour faire le point sur tout. Le PDG confiait que leur relation avait eu par le passé "un côté paternel-filial ambigu".

Dans un autre interview, paru dans le Monde le vendredi 18 juillet, le jeune homme, éternel prédateur, qui a progressivement étendu ses territoires de chasse de la Belgique francophone, où il s'est enrichi initialement du produit du dépeçement de la sidérurgie wallonne aux dépens s'un état belge en progressive déliquescence, à la France des Compagnies des Eaux,

Publié le 22/06/2008 à 12:23 Extraits AFP

## Jacques Delors appelle à "bâtir d'urgence" une Europe de l'énergie



L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, a estimé qu'"il faut bâtir d'urgence le schéma d'une Europe de l'énergie", dans un entretien au Journal du dimanche (JDD), le 22 juin 2008, à quelques jours de la date limite de dépôt des contributions pour le congrès de Reims du Parti Socialiste.

Interrogé sur les priorités de l'Union européenne, le président du Conseil pour l'emploi, les revenus et la cohésion sociale (Cerc) propose que l'on mette en place "une communauté européenne de l'énergie", "comme il y eut la communauté européenne du charbon et de l'acier" (CECA).

"Ainsi aurions-nous une politique intérieure de l'énergie, un marché concurrentiel et une attitude commune vis-à-vis des producteurs d'énergie", souligne-t-il.

"Quand je vois ce carrousel de pays autour de MM. Poutine et Medvedev (Premier ministre et président russes, NDLR), je suis scandalisé. L'Europe se ridiculise. C'est pourquoi il faut bâtir d'urgence le schéma d'une Europe de l'énergie à laquelle participeront les pays qui le veulent", ajoute M. Delors.

"Les autres suivront plus tard, comme pour l'euro. Soyons-en persuadés, pour l'Europe, le choix est simple: ou la survie par l'union ou le déclin et la perte de toute capacité d'influence", tranche-t-il.

Publié le 22/06/2008 à 12:23 Extraits AFP

## Albert Frère : l'interview dans Le Monde au jour de la privatisation de Gaz de France (extrait)

Albert Frère, premier actionnaire privé du groupe, n'exclut pas de monter dans Suez Environnement

# « Les 35 % de l'Etat dans GDF Suez sont un gage de stabilité »

Le milliardaire belge souligne que cette fusion « va profondément structurer le paysage européen dans le secteur de l'énergie »

Albert Frère, 82 ans, vice-président du conseil d'administration de Suez, en était le premier actionnaire (9,3 %) jusqu'à sa fusion avec Gaz de France (GDF). L'homme d'affaires belge, proche de Nicolas Sarkozy, détient 5,3 % du nouveau groupe. Avec d'autres participations importantes dans Total, Lafarge et Pernod Ricard, on le surnomme volontiers le « roi belge du CAC 40 ». Anobli par le roi des Belges, Albert II, en 1994, le baron Frère est sans doute plus que le milliardaire attaché à faire grossir sa fameuse « galette ». Présentant que la taille est importante dans le secteur de l'énergie, il avait favorisé l'acquisition de Perofina par Total en 1999, permettant au groupe pétrolier d'absorber Elf quelques mois plus tard. Sans son accord, la fusion entre le groupe public GDF et la société privée Suez aurait été impossible.

Après deux ans et demi d'incertitude et de rebondissement, les actionnaires de GDF et de Suez ont voté la fusion

mercredi 16 juillet. Quelle est votre réaction en tant que premier actionnaire de Suez et deuxième actionnaire de GDF Suez ?

Depuis plus de deux ans, les deux groupes ont poursuivi leur croissance et le contexte économique a amplifié le logi- que industrielle de cette fusion. L'aboutissement du projet me procure une énorme satisfaction.

Ce mariage, vous y avez toujours cru ?

Le rapprochement de Suez et de GDF va donner naissance à un géant mondial de l'énergie, qui sera doté d'atouts puissants. Cette opération va profondément et durablement structurer le paysage européen dans le secteur de l'énergie. Elle devrait être profitable à toutes les parties prenantes de la future entité et, je le pense, être créatrice de valeur pour tous ses actionnaires. Groupe Bruxelles Lambert (GBL), le premier actionnaire privé du nouveau groupe, ne peut que s'en réjouir.

Vous êtes proche de M. Sarkozy. Quel rôle avez-vous joué dans ce mariage ?

Disons que mon partenaire et ami canadien, Paul Desmarais, et moi avons eu l'occasion, en son temps, de confirmer clairement au président de la République notre soutien au projet.

L'Etat français dispose de 35 % du capital de GDF Suez et une action spécifique. Est-ce un handicap ou un atout ?

A mon sens, ce sera un atout car c'est un gage de stabilité pour les activités d'un groupe qui exerce des métiers à long terme. L'Etat français est un actionnaire avisé qui sera soucieux, au même titre que GBL et ses représentants au conseil d'administration, de veiller comme il se doit au développement de l'entreprise.

M. Mestrallet ne souhaitait pas la séparation de Suez et de Suez Environnement. Etait-ce vraiment nécessaire ?

L'objectif du conseil d'administration de Suez était de réaliser la fusion avec GDF. Ses membres, unanimes, ont toujours reconnu l'intérêt stratégique de ce rapprochement. Lorsque M. Sarkozy a proposé, à la rentrée 2007, un modèle différent de notre schéma initial, avec l'introduction de Suez Environnement en Bourse, Gérard Mestrallet a admis que, même si ce n'était pas le scénario qu'il privilégiait, il avait d'inévitables vertus. C'est un PDG pragmatique qui sait faire prévaloir les intérêts de son groupe et de ses actionnaires.

Comptez-vous monter dans Suez Environnement pour que GDF Suez et ses cinq grands actionnaires passent de

reconnait tout ce qu'il doit à l'Etat et combien il y tient encore. Il est bien placé pour savoir comment et combien ses affaires dépendent directement de décisions gouvernementales, de régulations, de choix de politique industrielle qui dessinent telles restructurations plutôt que telle autre, qui fixe le niveau de ses revenus. On l'a bien vu, par exemple ces derniers mois, avec cette fixation ésothérique des prix des tarifs réglementés du gaz naturel ou lors de cette discussion là-encore bien hermétique à dessein sur l'unbundling.

Le paradoxe apparent veut donc que le retour de ce type de capitalisme, directement issu du second empire, ne fonctionne que dans la collusion et ne puisse évidemment pas se passer des "services" de l'Etat, qui déterminera par ses mesures le niveau de rentabilité du capital personnel d'Albert, dans un tête à tête forcément fructueux. Il s'agit de l'extension du domaine de l'eau, à l'énergie, sur l'espace européen francophone. Pour mettre au point de telles mécanismes, même à demi-mots, l'usage en commun de la langue française permet sans doute de mieux se comprendre...Et, l'entretien des connexions politiques, voire leur lubrification, est indispensable. C'est donc un vrai métier, où le contrôle financier des médias s'impose pour rendre service: un intérêt commun que l'on retrouve étrangement chez Albert, Martin, Arnaud, Vincent et...il n'y en a guère d'autres. Pour quoi cet engouement et ces méthodes ? Depuis Napoléon le petit, les Français le savent bien. Suez et Panama...

## Gaz de France privatisé le 22 juillet 2008

Nicolas Sarkozy, alors Ministre des Finances, est décoré en 2004 de la croix de commandeur de l'Ordre de Léopold (I)... en présence d'Albert Frère ...pour sa loi de transformation (9 août 2004) des Etablissements Publics EDF-GDF en sociétés anonymes cotées en bourse ?



Ils devaient se retrouver quelques temps plus tard, un dimanche soir de mai 2007, dans les salons du Fouquet's pour fêter ça. Après l'été, Nicolas Sarkozy devait décider de la privatisation de Gaz de France, par fusion dans Suez - Electrabel - Lyonnaise des Eaux. Grand bond en arrière et retour à l'Europe de la fin du 19ème siècle ? Napoléon III, Léopold II, Le Fouquet's, Lyonnaise des Eaux et de l'éclairage, Suez et ...Panama ? Ou, changer, pour que tout redevienne pareil ? en pire...

Le marché de l'Énergie n'existe pas !

Une motion d'urgence des syndicats britanniques au congrès du TUC



Le congrès 2008 des syndicats britanniques, TUC, s'est tenu à Brighton du 8 au 11 septembre 2008.

Les syndicats ont réclamé une surtaxe sur les bénéfices des compagnies de gaz et d'électricité, lors de la conférence annuelle de leur confédération, le *Trades Union Congress* (TUC). Cette demande a pris la forme d'une motion d'urgence, intitulée : "*The failing Energy market*". Par ailleurs, dans la motion générale, "Affaires économiques et industrielles" du congrès des TUC, l'important syndicat *Unite*, qui a récemment mené une action de grève victorieuse, dans la raffinerie écossaise de *Grangemouth*, reprise par *Ineos*, a présenté un amendement qui pose la question de la propriété publique du secteur de l'énergie et de l'eau. **Dans des conditions et des traditions différentes, ce sont donc bien les mêmes questions qui resurgissent partout en Europe face la crise !**



**Je souhaite prendre contact et travailler avec le Groupe Socialiste National d'Entreprise Energie-EDFGDF**

Nom : .....  
Adresse : .....  
Téléphone : .....  
Fédération : .....

Prénom : .....

E-mail : .....

[gсен.edfgdf@free.fr](mailto:gсен.edfgdf@free.fr)

<http://gsenedfgdf.free.fr>



140<sup>ème</sup> Congrès des TUC 2008: motion d'urgence  
8th - 11th September 2008, Brighton

#### E2 The failing energy market

Congress notes that the Prime Minister, in his speech of 4 September, ruled out financial assistance for households struggling to meet their energy bills, in favour of help with home insulation. Congress believes this is an inadequate response to the current energy crisis.

Congress also notes that the 'big six' energy suppliers had profits last year of £1.635 billion, whilst the average household fuel bill has risen by 42 per cent in 2008. Congress condemns the actions of these suppliers, and the phony competition between the energy companies.

Congress further condemns the failure of the Government and Ofgem to take any action to properly regulate the energy market, and curb the excessive price rises being imposed on hard-pressed consumers. Congress considers Ofgem to be inadequate, more concerned with raiding workers' pension schemes than tackling the greedy utilities companies or standing up for consumers.

Congress believes that 'heating or eating' is not a choice which the poor and elderly should be forced to make. Congress calls upon the Government to take urgent action on rising fuel bills by levying a windfall tax on energy companies and use this revenue to provide financial assistance to the neediest households. In addition **a coherent energy policy with Government rather than market control is required.**

Mover: GMB

Seconder: National Union of Mineworkers

Site du Congrès 2008 des TUC

<http://www.tuc.org.uk/congress/index.cfm?mins=578>

#### 140<sup>ème</sup> Congrès des TUC 2008: conclusions du projet de motion "Economic and industrial affairs" et l'amendement du syndicat Unite 8th - 11th September 2008, Brighton

Congress demands that the General Council should campaign to bring about changes to the economic strategy of the Government based on the following principles:

- increased regulation and transparency of all financial institutions including private equity firms;
- ii) a windfall tax on the huge profits of energy companies;**
- a progressive taxation regime;
- the protection of income of low and middle income earners; and
- a strategic policy to bring about a redistribution of wealth.

#### Unite

#### Amendment

In paragraph 2, line 3, after 'and' insert:

'inefficiency, as demonstrated by billion of pounds wasted by the Tube PPP and the collapse of Northern Rock, and'

Add new sub-paragraph vi):

**'(vi) the economic, social and environmental case for public ownership of utilities and services, including water, gas, electricity, coal, oil and the transport sector, and a massive extension of council housing provision.'**



A renvoyer à ou à remettre à un militant du Parti Socialiste

**Groupe Socialiste d'entreprise EDF-GDF**

Secrétariat National aux Entreprises, Parti Socialiste 10, rue de **solférino** 75333 Paris Cedex 07